

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Augmentation des places en IFSI : L'exécution de la formation infirmière

À Paris, le 27 Avril 2023

Ce mercredi 26 avril, la Première Ministre Elisabeth Borne, annonce l'ouverture de 2000 places au sein des établissements de formation et ce, dès la rentrée 2023. À l'heure où notre système de santé est en déclin, avec une fuite massive des étudiant·e·s infirmier·ère·s, la solution du Gouvernement est d'imposer une nouvelle fois l'ouverture de places au sein des IFSI sans penser aux conséquences. Par ailleurs, la faisabilité de cette augmentation n'a été évoquée par les professionnel·le·s de la formation.

L'augmentation des quotas n'est pas la solution pour pallier au manque de professionnel·le·s de santé.

Elle accentue le déclin des conditions, la qualité de formation et met à mal la santé des ESI !

Une augmentation de plus de 5300 places est imposée aux établissements de formations en soins infirmiers depuis trois ans. Les établissements ne peuvent pas pousser les murs ! Ce sont des étudiant·e·s assis·e·s par terre et des cadre-formateur·rice·s épuisé·e·s d'encadrer toujours plus d'étudiant·e·s, sans moyens supplémentaires. De plus, nous sommes face à une pénurie de lieux de stage sans précédent. Certain·e·s étudiant·e·s sont envoyé·e·s à plus d'une heure de leur domicile pour effectuer un stage. Pour d'autres, il·elle·s ne sont pas encadré·e·s par des infirmier·ère·s. Face à une politique d'encadrement au rabais et des centaines d'étudiant·e·s sans terrain de stages, comment ces 2000 étudiant·e·s vont t-il·elle·s pouvoir trouver leurs places dans cette formation aux moyens limités ?

**La FNESI et le CEFIEC demandent de réelles réponses aux problématiques de formations :
réingénierie de la formation, tutorat en stage et revalorisation des indemnités.**

Augmenter les places ne limitera pas le nombre d'abandons ! La cible n'est pas l'entrée en formation mais la fidélisation des ESI. Actuellement, les étudiant·e·s subissent leurs formations avec une santé physique, mentale et financière déplorable. C'est une priorité d'en améliorer les conditions avec une politique d'encadrement fiable : reconnaissance du statut de tuteur·rice·s et revalorisation des indemnités de stage. La formation théorique doit, elle aussi s'adapter aux attentes des générations d'étudiant·e·s d'aujourd'hui avec une réingénierie de la formation socle aux besoins de santé de la population, afin d'avoir une formation adaptée à la réalité du terrain.

Les étudiant·e·s, professionnel·le·s de santé de demain, sont le reflet du système de santé actuel.

Il·elle·s ont besoin d'actions concrètes pour l'amélioration de la formation.

STOP à la politique du former plus coûte que coûte !

MANON MOREL

PRÉSIDENTE

PRESIDENCE@FNESI.ORG

06.40.81.65.09



MICHÈLE APPELSHAUSER

PRÉSIDENTE

MICHELE.APPELSHAUSER@CEFIEC.FR

06.10.50.33.52